

«Pour contrer la complexité de votre environnement Simplifiez votre message!»

ALAIN CASTONGUAY
journaliste indépendant

Je suis très honoré d'avoir été invité par l'OIFQ à l'occasion de son congrès 2008. J'en remercie François-Hugues Bernier et votre corporation.

J'en profite aussi pour saluer plus particulièrement Christian Messier, l'un des conférenciers qui m'ont précédé à cette tribune.

Introduction

Christian Messier était, avec Yvan Hardy, l'un des lauréats de l'Ordre lors du congrès tenu à Baie-Comeau, celui où l'OIFQ m'a attribué la distinction Henri-Gustave-Joly-de-Lotbinière, le 22 septembre 2000. Ce soir-là, j'ai été applaudi quand j'ai annoncé mon intention de ne pas chanter *L'arbre va tomber* de Francis Cabrel.

Si vous me permettez cet enchaînement douteux, j'ai été invité par l'OIFQ aujourd'hui précisément pour abattre certaines idées reçues touchant la foresterie et le fonctionnement des médias.

Christian Messier était aussi conférencier au congrès du Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ), en mai dernier. Il y avait présenté une conférence fort pertinente sur les fondements historiques de nos pratiques forestières. La pertinence du message : si vous n'aviez qu'une chose à retenir de ma présentation, c'est bien celle-là. Toute information pertinente doit être présentée de la manière la plus simple possible, si l'on désire la transmettre efficacement à un auditoire, à un public, à son lectorat.

Règles du métier

À cause des contraintes de temps et d'espace, les journalistes doivent maîtriser l'art d'utiliser peu de mots pour transmettre de l'information. Il



Dessin de Jacques Goldstyn, *Le Monde forestier*, octobre 2005

arrive parfois que les mots choisis ne traduisent pas parfaitement la réalité qu'ils décrivent.

Les journalistes posent des questions parce qu'ils sont curieux. Ils veulent savoir, car s'ils comprennent tous les éléments d'une situation donnée, ils sont capables de raconter une histoire intéressante. Parfois, l'intérêt d'une bonne histoire ne va pas dans le sens des intérêts de certains groupes.

Respect des sources

Le journaliste qui couvre le même secteur pendant des années, comme je l'ai fait pendant 13 ans au *Monde forestier*, doit faire attention de ne pas «brûler

ses sources». Comme le disait un de mes profs à l'université, «le derrière du journaliste est plus proche du pied du maire que du pied du président de la République».

Lors de la première visite terrain en 1994, j'ai roulé 100 kilomètres dans le camion du gérant d'une coopérative forestière, qui m'expliquait tout le système des crédits sylvicoles, et le fait que les industriels utilisaient une partie de ces sommes pour des fins autres que la sylviculture. En descendant du camion, il m'a lancé, sur un ton inquiet : «Aie, tu ne parleras pas de cela dans le journal, hein?»

J'étais content qu'il m'ait raconté

L'INFORMATION A DEUX VITESSES



Dessin de Jacques Goldstyn, *Le Monde forestier*, novembre 2005

cela, ça m'a permis de comprendre le contexte dans lequel il travaillait. Ça m'a servi plus tard, quand l'utilisation des crédits sylvicoles est devenue un sujet d'intérêt public.

Si vous parlez à un journaliste, considérez que tout ce que vous lui direz pourra être diffusé ou imprimé. Si vous tenez à lui fournir une information sans en être la source dûment mentionnée dans le reportage, il vaut mieux exprimer cela avant de parler qu'après.

Démarche journalistique

Notre animatrice aujourd'hui, la journaliste Anne Panasuk, était aussi invitée au récent congrès du CIFQ. Elle y a notamment parlé de la difficulté de joindre les sources. Quand on publie un quotidien, où l'on produit un bulletin de nouvelles, on a besoin de réponses, d'images, de citations.

Dans mon cas, quand je travaillais pour le mensuel *Le Monde forestier*, je

ne m'attendais pas à ce que l'on me rappelle pas la journée même. Il est quand même arrivé que l'attaché de presse du ministre me rappelle trois semaines plus tard, et je ne me souvenais même pas quel était l'objet de mon téléphone initial. Vous comprendrez que je n'ai plus perdu mon temps à obtenir des réactions du cabinet du ministre tant que cet attaché de presse a été en fonction.

Parfois, les retours d'appel proviennent d'une source inattendue. En février 2000, mon collègue Patrick Rodrigue avait publié un dossier intitulé *Fermetures temporaires de complexes de sciage en Abitibi-Témiscamingue : Pas assez de bois... ou trop de scieries?* Nous avons observé la fermeture de nombreuses scieries en Abitibi-Témiscamingue et dans la région voisine du Nord-du-Québec, et plusieurs entreprises expliquaient la situation par le manque d'approvisionnement

en bois. Nous cherchions à en connaître les raisons.

Après avoir mené ses recherches, mon collègue a tenté d'obtenir des commentaires de la part de la direction régionale du Ministère. Il a d'abord dû soumettre ses questions par écrit. Le directeur régional ne l'a jamais rappelé, mais j'ai eu droit à un téléphone de l'attachée de presse du ministre, visiblement mécontente, laquelle m'a demandé : « Pourquoi voulez-vous savoir cela? »

J'ai pu expliquer pourquoi, et nos relations ont été meilleures par la suite avec le cabinet du ministre. Si un journaliste veut vous parler, vous pouvez lui demander : quel est votre intérêt à parler de ce sujet? Le pire qu'il puisse vous arriver, c'est qu'il vous explique sa démarche.

Information et vitesse

Comme professionnel de l'information, j'avoue éprouver un certain malaise sur le fonctionnement des chaînes d'information continue. Parfois, la nécessité d'aller en ondes rapidement provoque des situations proprement saugrenues.

Le 17 octobre 2005, le gouvernement Charest profitait de la réunion du caucus des députés du PLQ à Montmagny pour faire l'annonce de son premier plan de relance du secteur forestier, six mois après la réduction de 20 % de la possibilité de récolte en forêt publique. Le matin même, j'ai été contacté par une chaîne d'information continue, dont toute la quincaillerie était présente à Montmagny.

La recherchiste voulait que je sois interviewé en direct par le lecteur de nouvelles de Montréal vers 11h45 pour expliquer les détails du plan de relance. J'ai expliqué que ça pourrait m'intéresser, mais que je serais disponible seulement à la fin du point de presse. Elle insistait pour que je sorte dès le début du point de presse pour aller en ondes. J'ai expliqué qu'il m'était difficile de résumer le message avant de l'entendre. La recherchiste ne m'a jamais rappelé.

Les journalistes et moi

Je me considère chanceux d'avoir couvert le même secteur pendant si longtemps. Les journalistes auxquels on donne le temps de bien comprendre leur secteur sont de moins en moins nombreux. Ça fait partie du contexte récent des médias et vous devez vous rappeler, quand vous parlez à un journaliste, que vous ne vous adressez pas à un spécialiste.

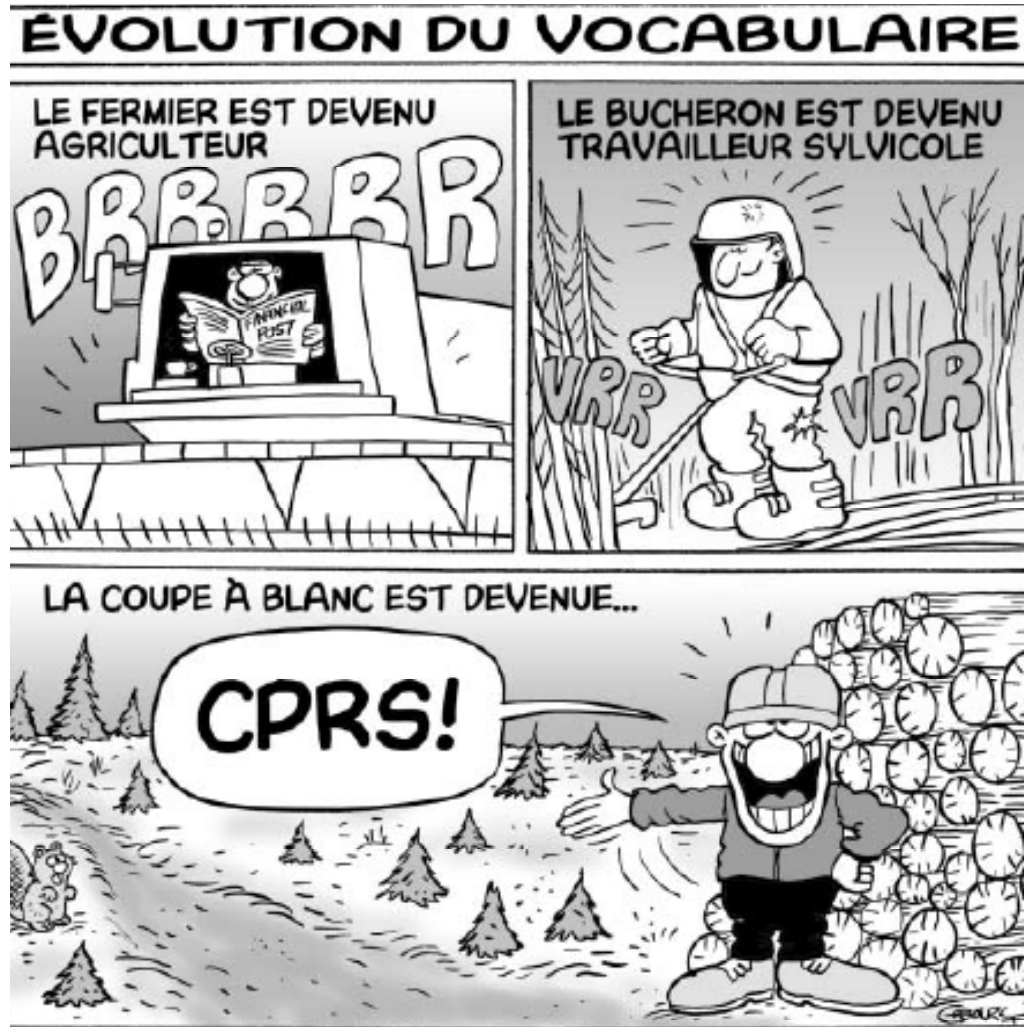
Il m'est arrivé à quelques reprises d'être contacté par des collègues d'autres entreprises de presse pour répondre à leurs questions. J'ai toujours cherché à les supporter, en les aidant à comprendre le contexte, en leur fournissant des personnes-ressources.

J'ai pris l'habitude, quand je répondais aux questions d'autres journalistes, de leur demander à ne pas être cité dans leur reportage. Je ne le faisais pas par coquetterie, mais bien parce que la façon de travailler des journalistes implique qu'ils confrontent des opinions pour présenter les facettes d'un débat. J'étais d'avis, et je le suis toujours, que mon opinion n'a pas de valeur particulière dans le contexte d'un tel reportage.

Les genres journalistiques

Pendant des années, j'ai travaillé dans un relatif anonymat quand je couvrais des événements. À partir du moment où l'entreprise pour laquelle je travaillais a fusionné ses deux journaux pour créer *Le Monde forestier*, lancé en septembre 2001, j'ai commencé la publication d'une chronique intitulée «La tête sur le billot», où apparaissait ma photo. À partir de là, j'ai été davantage reconnu et j'ai aussi pu constater que ma chronique générait plus de commentaires que n'importe quel autre texte publié dans le journal.

Il me faut vous parler du problème de la confusion des genres. Des décisions récentes rendues par le Conseil de presse du Québec indiquent qu'il est préférable que les journalistes appelés à couvrir des événements pour produire des nouvelles s'abstiennent ensuite de les commenter, afin d'évi-



Dessin de Serge Gaboury, *Le Monde forestier*, octobre 2003

ter toute confusion des genres dans l'esprit du public. Cette règle est facile à suivre dans les grandes salles de rédaction où les tâches d'éditorialiste ou de chroniqueur sont attribuées à des journalistes chevronnés qui ne produisent pas de nouvelles, mais c'est moins évident dans les petits médias où il n'y a qu'un ou deux journalistes.

Si, comme consommateur d'information, vous considérez que l'information publiée ou diffusée est incorrecte ou tendancieuse, commencez par vous adresser à l'entreprise de presse concernée en lui soumettant un rectificatif. Si vous n'êtes pas satisfait du résultat ou que l'entreprise de presse refuse de publier votre texte, vous pouvez ensuite porter plainte au Conseil de presse, qui offre d'ailleurs un service de médiation entre les parties, lequel service permet de régler bien des litiges.

Je ne suis pas très à l'aise quand ce sont des organisations qui portent plainte au Conseil de presse. Le CIFQ l'a fait en février 2006, pour se plaindre de l'espace accordé à Richard Desjardins dans les pages du *Journal de Montréal*. Le CIFQ a porté plainte contre le quotidien montréalais, qui refusait de publier la réplique de Guy Chevette, et le Conseil de presse lui a donné gain de cause. Je ne suis pas certain que cette décision ait contribué à améliorer le sort réservé au CIFQ, à M. Chevette et à l'industrie forestière dans les pages d'opinion du *Journal de Montréal*.

La communication efficace

Dans l'invitation qui a circulé avant la tenue du congrès, je suggérais aux décideurs forestiers de rafraîchir leur discours et d'utiliser un langage plus transparent. Le secteur forestier est complexe. Vous devez prendre le



Dessin de Serge Gaboury, *Le Monde forestier*, février 2003

temps d'expliquer, de répéter.

La principale difficulté que j'ai eue à surmonter, à mon arrivée dans le secteur, a été de comprendre le jargon des professionnels de la foresterie. L'emploi du jargon est l'un des pires ennemis de la communication et l'essentiel du travail de journaliste appelé à couvrir un secteur précis est de réussir à communiquer simplement des termes et des sujets complexes.

Les journalistes savent reconnaître les sources qui communiquent de manière transparente. Parfois, il vous arrivera de ne pas vouloir répondre à la question d'un journaliste, mais si les motifs de votre refus sont transparents, il ne vous en tiendra pas rigueur.

Bientôt dix ans

Au congrès du CIFQ en mai 2008, la collègue Anne Panasuk était invitée à un forum dont le thème était «La forêt sur la place publique». À cette occasion, le chroniqueur Jacques Brassard, ancien ministre des Ressources

naturelles, était présent comme invité à ce forum, tout comme Guy Chevrette, lui aussi ancien ministre et maintenant PDG du CIFQ, qui avait bien des reproches à adresser aux médias et à certains journalistes.

Je dois vous avouer que ce jour-là, j'ai été agréablement surpris d'entendre des participants dire à MM. Brassard et Chevrette que le documentaire *L'Erreur boréale*, «ça ferait bientôt 10 ans et qu'il était temps d'en revenir».

Malheureusement, il faut bien l'admettre, l'impact du film de Richard Desjardins et Robert Monderie a été tel que le milieu forestier en ressent encore les répercussions.

Figurant dans «L'Erreur boréale»

À propos de *L'Erreur boréale*, on peut m'y apercevoir dans la célèbre séquence de la fin du film, où Desjardins montre des images de coupe à blanc bien juteuses à un groupe d'étudiants en foresterie de l'Université Laval.

Pour la petite histoire, la scène a été

tournée le 14 avril 1998, dans une salle du pavillon Abitibi-Price. J'avais été invité par le professeur Luc Bouthillier dans son séminaire «Politique forestière», où j'expliquais à ses étudiants de maîtrise et de doctorat le rôle des médias dans le processus politique et leur influence sur l'opinion publique.

Lorsque le film a été disponible en DVD en 2006, Desjardins et Monderie ont enregistré leurs commentaires, où ils précisent que je ne suis pas ingénieur forestier, ni étudiant en génie forestier, mais simplement journaliste. Ils ont malheureusement ajouté que j'étais là pour donner des conseils de relations publiques aux ingénieurs forestiers, ce qui est inexact.

La tempête médiatique

Au congrès de la Fédération professionnelle des journalistiques du Québec à Sainte-Adèle en 1999, se tenait sur l'heure du midi l'atelier principal qui portait précisément sur la tempête médiatique provoquée par *L'Erreur boréale*. J'y étais présent à la tribune, en compagnie de Louis-Gilles Francœur, du *Devoir*, de Richard Desjardins, lors d'un débat animé par Anne-Marie Dussault.

J'ai alors indiqué que la progression rapide des coupes en forêt nordique était bien réelle, en citant des données très officielles du Ministère tirées de son *Répertoire des bénéficiaires de CAAF*. Quand le débat s'est terminé vers 15h, en sortant de la salle, j'ai été fusillé du regard par trois relationnistes de l'industrie, qui avaient écouté le débat.

J'ai écrit à l'un d'entre eux, et j'ai conservé sa réponse dans mes archives. Je vais le citer, car il permet de comprendre le danger pour tout journaliste qui couvre longtemps le même groupe de se faire «embrigader» par celui-ci, un peu comme ça se passe pour ceux qui accompagnent les militaires canadiens en Afghanistan.

Donc, dans ce courriel, ce relationniste de l'industrie disait que mon attitude lors du débat l'avait déçu. «Je dois vous dire que toutes vos inter-

ventions lors du débat m'ont donné l'impression que vous vouliez apporter de l'eau au moulin de ceux qui attaquent l'industrie et refusent de faire preuve de nuance et d'objectivité dans ce débat qui a bien du mal à se sortir de l'émotivité. Vous étiez le seul, parmi les invités du débat, sur lequel nous pouvions fonder quelque espoir d'objectivité. Or, chacune de vos interventions donnait des armes supplémentaires à ceux qui nous attaquent et il était difficile de ne pas en venir à la conclusion qu'avec des alliés comme ça, on n'a pas besoin d'ennemis.»

Ce message trahit l'absence totale de compréhension du rôle du journaliste dans la société. Pas plus que le journaliste qui couvre la santé ne doit faire copain-copain avec les médecins, je n'avais à défendre la foresterie ou ses professionnels.

Même si cette réprimande m'a ébranlé, je dois tout de même vous encourager à imiter ce geste et à exprimer votre mécontentement auprès d'un journaliste si vous n'êtes pas content d'un reportage. Tous les journalistes sont capables d'expliquer leur démarche journalistique. Qui sait, après avoir entendu votre critique, si elle a été faite de manière polie et constructive, il pourrait même arriver que le journaliste vous offre la possibilité de donner votre version des faits ou de publier un rectificatif.

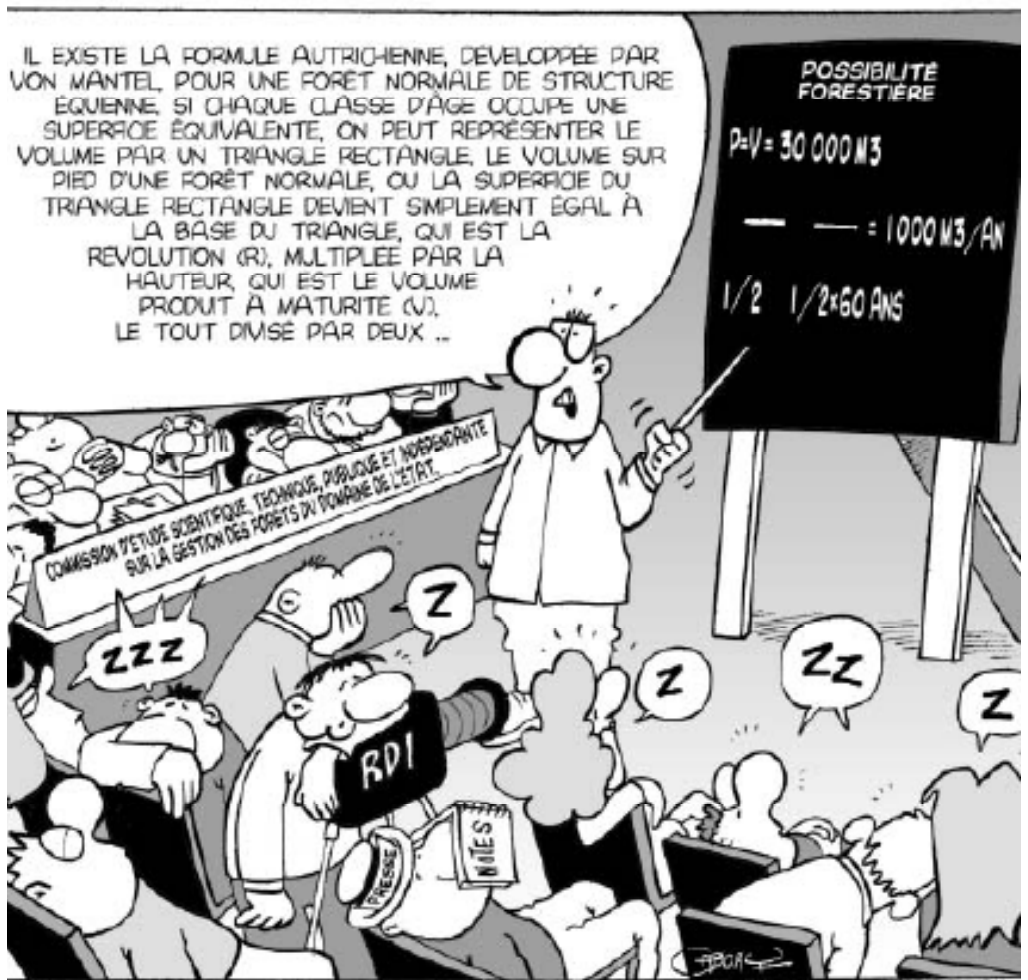
Un vieux débat

Les problèmes de l'industrie forestière québécoise ont commencé bien avant *L'Erreur boréale*. La perception négative à l'égard de l'industrie forestière est présente dans l'imaginaire collectif depuis longtemps.

La preuve? Chaque fois que le gouvernement ou le ministère responsable de la gestion des forêts a pris le pouls de la population sur un sujet touchant la foresterie, il a été submergé par le nombre de gens et de groupes prêts à témoigner ou à soumettre des mémoires.

Ça a été le cas lors des consultations menées par le BAPE en 1983 et 1984,

ENFIN UN DÉBAT PUBLIC SUR LA GESTION DES FORÊTS!



Dessin de Serge Gaboury, *Le Monde forestier*, novembre 2003

sur les arrosages de phytocides, ou en 1991, lors de l'étude de la *Stratégie de protection des forêts*.

La même chose s'est produite ce printemps lors des consultations sur le livre vert *La forêt pour construire le Québec de demain*. Malgré le temps ridiculement court laissé aux groupes intéressés pour réagir, les conférences régionales des élus qui ont mené les consultations ont été enterrées sous les mémoires. Il s'était passé la même chose lors des consultations publiques de la Commission Coulombe en 2004.

Ça a aussi été la même chose à l'automne 2000, lors de l'étude en commission parlementaire du projet de loi 136 sur la mise à jour du régime forestier. Cette fois-là, je me souviens avoir entendu quelqu'un dire au ministre : «Vous nous consultez beaucoup, au Ministère, mais vous ne nous écoutez pas souvent!»

Des avertissements

Cette réplique provenait de l'ingénieur forestier Pierre Dubois, à l'époque coordonnateur de la Coalition pour la sauvegarde des forêts nordiques. Dès l'été 1995, Pierre Dubois m'a fait parvenir le Manifeste du collectif Forêt-Intervention. On trouve d'ailleurs le texte du manifeste en annexe de son livre, *Les vrais maîtres de la forêt québécoise*, dont la première édition a été lancée au printemps 1996.

En juillet 1995 donc, j'ai fait suivre des copies du Manifeste par la poste, en demandant à diverses personnalités du secteur de commenter le document. Avant d'accepter de le faire pour le compte de son employeur, l'une de mes sources a profité de l'occasion, je résume poliment son propos, pour remettre en question mon jugement professionnel d'accorder de l'espace rédactionnel à ce texte qu'il considé-

LA FORÊT, C'EST MON MÉTIER...



Dessin de Jacques Goldstyn, *Le Monde forestier*, juin 2004

rait comme un torchon, et au Collectif Forêt-Intervention, qu'il qualifiait de «groupuscule».

Pourtant, les inquiétudes exprimées par le Collectif étaient les mêmes que celles du Grand conseil des Cris, qui avaient dénoncé la progression rapide des coupes en forêt boréale peu de temps auparavant.

Au printemps 1997, lors de la soirée table ronde organisée dans le cadre de la Semaine des sciences forestières à l'Université Laval, Harvey Mead, à l'époque président de l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN), avait averti Québec qu'il cherchait les problèmes en autorisant les industriels à couper toujours de plus en plus loin en forêt nordique. M. Mead faisait ses commentaires en même temps que la compagnie Kruger confirmait son intention de construire une nouvelle scierie sur la Côte-Nord, alimentée en partie par la

forêt située sur l'île René-Levasseur.

À l'automne 1997, M. Mead dénonçait publiquement la situation dans un éditorial intitulé «La forêt saignée à blanc» publié dans la défunte revue *Franc Vert*, et annonçait la création de la Coalition de la sauvegarde des forêts vierges nordiques.

Réaction de l'OIFQ

J'ai alors offert à plusieurs groupes du milieu forestier de réagir aux propos d'Harvey Mead dans les pages du journal. Le président de votre Ordre avait d'ailleurs profité de l'occasion pour parler de l'évolution du régime forestier. Il avait alors fait référence au «Document de travail sur la coupe à blanc et la récolte forestière» publié par l'OIFQ à l'automne 1996.

Ce document très technique soulevait un certain nombre de problèmes, notamment : la répartition spatiale des coupes, l'adaptation du régime sylvi-

cole aux particularités régionales, le maintien de la biodiversité, les effets réels des traitements sylvicoles, l'intensification de la sylviculture dans la forêt de proximité. Bon nombre de ces sujets ont été au centre du débat forestier dans les années suivantes.

Il me faut vous rappeler que la circulation de ce document de travail est restée confidentielle; comme journaliste spécialisé en foresterie, ce document de travail ne m'a jamais été officiellement transmis. Il avait été annexé en supplément à la revue *L'Aubelle*, mais seuls les membres de l'Ordre l'ont reçu.

La prise de position

Il est aisé de le dire maintenant avec 12 ans de recul, mais je me permettrai de vous exprimer ma conviction que l'OIFQ aurait gagné en crédibilité s'il avait profité du débat soulevé par Harvey Mead et l'UQCN pour exprimer plus largement ses interrogations sur la progression des coupes forestières en milieu nordique. J'ai bien dit «gagné en crédibilité», ce qui veut dire «plus de crédibilité», et non pas «se faire une crédibilité». Ça illustre bien l'importance des mots qu'on utilise et la valeur qu'on leur donne.

Cet exemple montre combien il est difficile pour toute organisation d'exprimer une prise de position franche sur un sujet précis. C'est la même chose pour votre corporation professionnelle. Vos représentants ont la difficile tâche d'aller au front au nom de la profession, ce qui inclut la nécessité de devoir répondre rapidement à des questions directes posées par un journaliste pressé par le *deadline*.

Il arrivera que le porte-parole de l'organisation exprime une position qui ne fait pas l'unanimité, mais il n'a qu'à préciser : «Vous comprendrez, vous me prenez à chaud, je n'ai évidemment pas consulté mes membres avant de vous parler.» Si vous dites au journaliste que vous avez besoin de temps, dites-lui quand vous pourrez réagir. Il se peut qu'il attende votre réaction afin de produire un topo plus complet.

Le rythme du changement

D'autres secteurs d'activité ont connu des bouleversements ces dernières années. Il n'y a pas que le secteur des produits forestiers qui a dû vivre de grandes mutations depuis quelques décennies. On n'a pas besoin de remonter au régime français pour trouver des exemples.

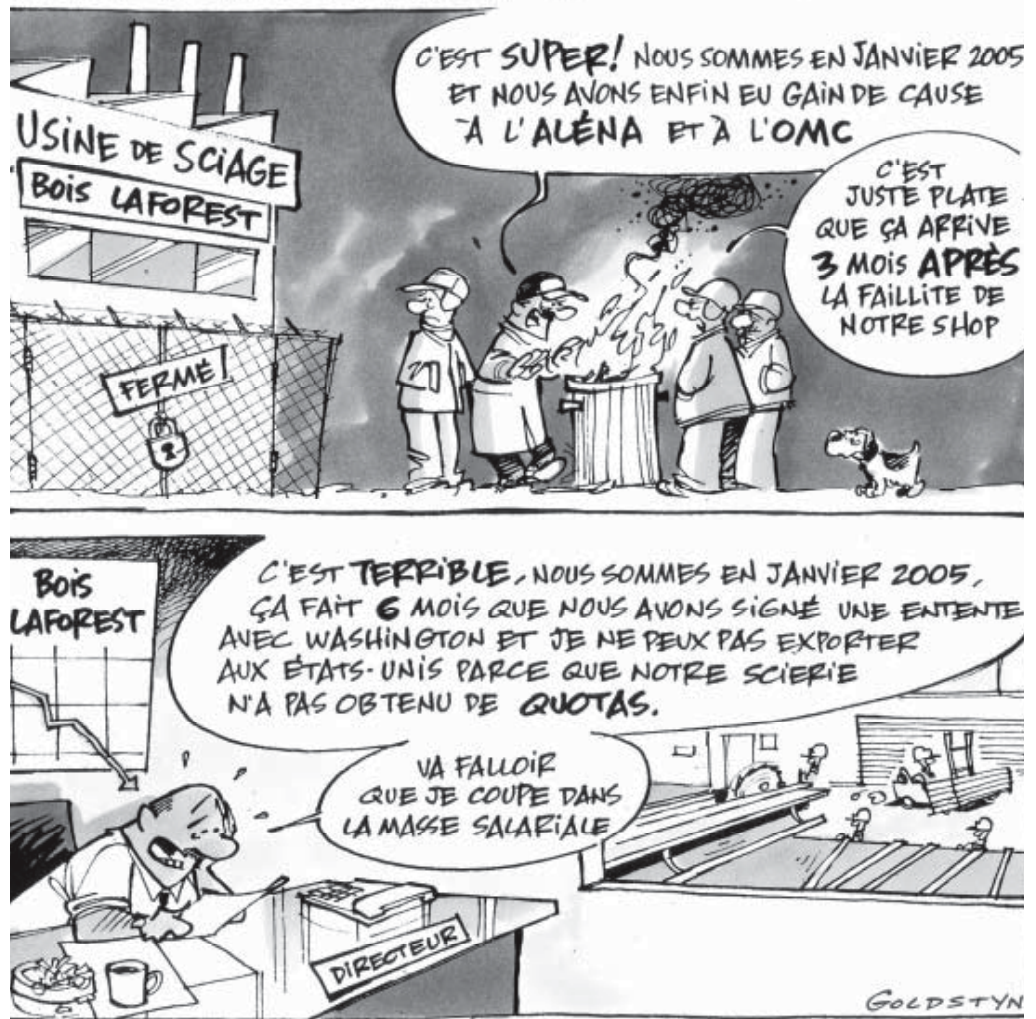
Avant de devenir fonctionnaire en 1961, mon père avait travaillé comme vendeur de chaussures. Quand j'étais petit, c'est lui qui m'accompagnait pour acheter des souliers, toujours fabriqués au Canada ou aux États-Unis. Les souliers de qualité supérieure étaient toujours faits en Europe. Le bas de gamme n'était pas encore fabriqué en Asie. Aujourd'hui, tous les souliers sont faits ailleurs et je connais peu de gens qui prônent l'achat local quand ça coûte trois fois le prix du produit importé.

Quand j'étudiais en sciences politiques à l'Université Laval en 1983, je faisais mes travaux avec un confrère de classe qui détenait, rare privilège, un micro-ordinateur parce que son père travaillait pour IBM. Quand on imprimait nos travaux, il fallait sortir de la pièce tellement c'était bruyant.

Aujourd'hui, IBM fait toujours des affaires, mais elle a su prendre le virage et diversifier ses activités lorsqu'il est apparu évident qu'elle n'arrivait plus à vendre ses micro-ordinateurs moins chers que la concurrence. Des fabricants ont pris la relève d'IBM, et certains d'entre eux ont même été remplacés par d'autres. Cela n'empêche pas la société Apple, qui a mis en marché les premiers micro-ordinateurs pour usage domestique, de continuer de vendre ses ordinateurs plus cher en nous convainquant qu'ils sont meilleurs.

Au début des années 1980, les stationnements de l'Université Laval étaient remplis de Renault V. Les rares voitures japonaises étaient des Datsun sans chaufferette adéquate. Ces deux modèles sont disparus des rues de Québec. Mais Nissan, Toyota, Honda, vendent aujourd'hui beaucoup d'autos en Oc-

ENTRE DEUX MAUX ...



Dessin de Jacques Goldstyn, *Le Monde forestier*, février 2004

cident, tandis que les fabricants automobiles de Détroit en arrachent, quand ils ne sont pas au bord de la faillite. General Motors a perdu sa place de plus grosse compagnie du monde et a été supplanté par Toyota comme étant le plus gros vendeur d'automobiles.

Aptitude au changement

Quand une organisation atteint une certaine taille, une certaine paresse bureaucratique s'installe, même dans l'entreprise privée. Les entreprises qui parviennent à durer longtemps sont celles qui arrivent à conserver et à améliorer leur aptitude au changement, leur capacité d'innovation.

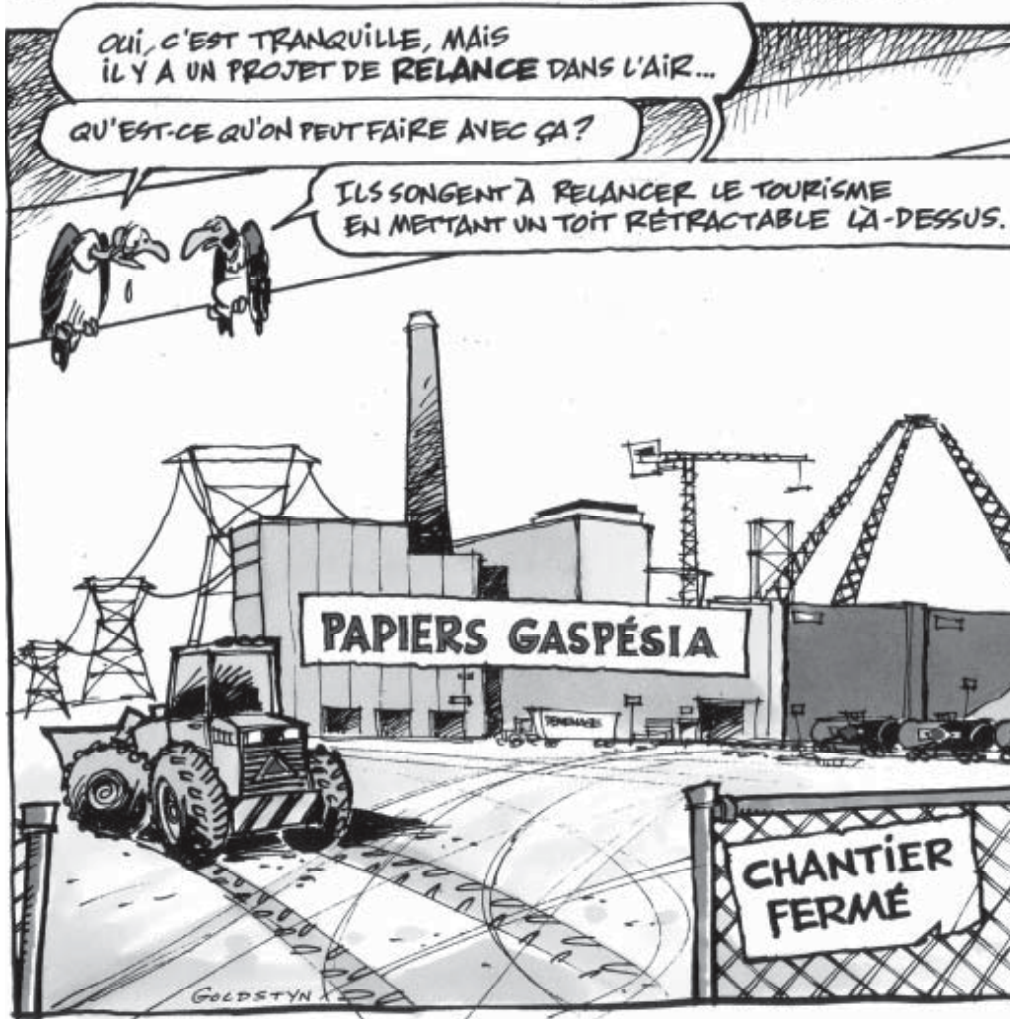
Nos entreprises forestières sont confrontées à des défis semblables. Pendant longtemps, elles ont vendu tout ce qu'elles produisaient à un prix connu d'avance, sans faire aucun effort

de marketing ou de promotion.

Pendant des années, j'ai entendu des représentants d'entreprises papetières nier le fait que l'utilisation de l'Internet allait modifier les habitudes de consommation de papier. Aujourd'hui, la consommation de papier chute en Occident tandis qu'elle grimpe dans les économies en développement. Dans d'autres pays, des fabricants ont modifié leurs recettes et utilisent davantage de fibres recyclées ou végétales.

Tant qu'on utilisera le bois pour construire des résidences, des meubles ou des immeubles, l'industrie du sciage arrivera à se tirer d'affaire. Mais le jour où il en coûtera moins cher d'acheter du bois russe à la quincaillerie locale, aucune campagne d'achat local ne sauvera les manufacturiers québécois et canadiens.

UN NOUVEL ÉLÉPHANT BLANC



Dessin de Jacques Goldstyn, *Le Monde forestier*, mars 2004

La consolidation

Il est souvent question depuis le rapport Coulombe (décembre 2004) de la «nécessaire consolidation de l'industrie». Dans une chronique d'humeur publiée en mars 2000, je m'inquiétais de la vague de fusions et d'acquisitions dans le secteur forestier. Abitibi-Consolidated venait de prendre le contrôle de Donohue, peu de temps après avoir fermé l'une des machines à papier de son usine Gaspésia de Chandler. Cartons St-Laurent venait d'être achetée par Smurfit-Stone. Louisiana-Pacific avait acheté le groupe Forex quelques mois plus tôt. Je commençais à peine à utiliser Google comme moteur de recherche.

Mon texte, intitulé «Et si Bill Gates achetait toutes les compagnies?», se concluait ainsi : «Si la forêt publique du Québec est gérée à partir de Wall

Street, le débat sur la mise à jour du régime forestier deviendra bientôt inutile. On dirait que plus le diamètre des arbres récoltés au Québec diminue, plus les entreprises grossissent. Vive le réchauffement climatique!»

Avec le recul, je constate que l'environnement change encore plus vite que je le pensais! Bill Gates investit sa fortune dans des fondations, Microsoft se fait distancer par Google et Apple nous fait écouter plus de musique.

Des messages simples

Il est nécessaire de tenir un discours clair, avec des messages simples. Le discours est plus efficace si l'on utilise des images fortes, qui suscitent l'émotion. Les groupes écologistes sont particulièrement habiles à cet égard, on le voit dans certaines campagnes de boycott qu'ils mènent

contre des multinationales de la foresterie ou d'autres secteurs.

On peut ne pas aimer les propos de Richard Desjardins, mais son discours est d'une grande efficacité. Il sait utiliser des images fortes, qui frappent l'imagination. Au congrès de la FPJQ en 1999, quelqu'un a cité le reportage du magazine *L'Actualité*, où un protagoniste reprochait à Desjardins de tenir un discours manichéen. Il avait rétorqué là-dessus : «Je ne serai jamais aussi manichéen qu'une abatteuse de 40 tonnes.»

Quand le CIFQ a décidé d'embaucher Guy Chevrette, en mai 2005, ce n'était pas seulement à l'ex-ministre que les industriels faisaient appel, mais surtout à la personnalité connue devenue au fil de sa longue carrière une vedette médiatique. Le passé de syndicaliste sert bien M. Chevrette, il tient un discours que tout le monde comprend, et il a appris à résumer sa pensée en clips comme les médias les aiment.

Les meilleurs alliés de l'industrie forestière sont dans les communautés où elle est établie. Mais avec la crise qui perdure, les entreprises prennent des décisions difficiles qui érodent leur capital de sympathie dans les communautés. Le jour où les affaires vont reprendre, il est plus que probable que les gens ne se bousculeront plus au portillon pour retourner travailler dans le secteur forestier.

Dernière confidence

J'ai une confidence à vous faire, en conclusion : les dessins réalisés par mon ami Serge Gaboury, publiés dans nos pages de juillet 1995 à novembre 2002, et ceux de Jacques Goldstyn, de février 2003 à mars 2007, étaient réalisés à partir des synopsis dont j'étais l'auteur. La seule fois où mon synopsis initial a été refusé par mon collaborateur, c'est quand je lui demandais de faire un dessin où Richard Desjardins n'était pas montré sous son meilleur jour!

N.B.: On peut joindre l'auteur au 418-522-7882, ou à castala@sympatico.ca.